

SIDI-BEL-ABBES / UNIVERSITE DJILALI-LIABES

Le Cnes réagit vivement aux propos du recteur parus dans *Le Soir d'Algérie*

Le bureau de la section Cnes de l'université Djilali-Liabès de Sidi-Bel-Abbès a vivement réagi, dans une déclaration dont une copie a été remise à la maison de la presse, aux propos du recteur parus dans *Le Soir d'Algérie* en date du 20 janvier 2007, en pointant un doigt accusateur en direction du recteur qui, disent-ils, "tend à dénaturer le contenu de la décision de justice concernant l'affaire intentée par l'université contre la section syndicale alors que le Cnes propose de mettre à la disposition des enseignants et l'opinion publique un arrêté rendu par la chambre administrative en date du 11 décembre 2006 où la justice a débouté l'université de Sidi-Bel-Abbès et rejeté la lecture erronée de la loi, faite par cette administration", rappelant que le

Cnes est un syndicat national et que sa représentativité ne peut être évaluée qu'au niveau national.

Le Cnes dit avoir saisi le sens des propos lacconiques du recteur où n'apparaît aucune réponse aux demandes de la section interprétant cette réserve comme une entrave caractérisée au libre exercice du droit syndical et le refus d'appliquer les termes de la loi 90-02 concernant la prévention et le règlement des conflits sociaux.

Prônant la concertation, le Cnes reproche au recteur de préférer la confrontation au dialogue, puisque, disent-ils, (le recteur) continue à ignorer les doléances des enseignants retenues à l'issue de l'assemblée générale du 16 janvier 2007.

Dans la déclaration du

5 février dernier, les membres réitérent leur demande de connaître les conclusions de l'enquête sur les œuvres sociales annoncée par le recteur il y a plus d'une année, s'interrogent sur les fonds d'un milliard et demi de centimes des œuvres sociales, notent, disent-ils, l'absence de versement de la prime de recherche de l'année 2006, du versement des échelons et des heures supplémentaires de 2005-2006, contestent le recrutement des vacataires au lieu et place des enseignants permanents au détriment de la qualité de l'enseignement et évoquent le blocage des différents conseils, l'absence d'un état sur la répartition des logements et leur affectation en dehors de toute structure réglementaire comme la commis-

sion du logement. Devant le refus de dialogue de la part du recteur, un refus qu'il qualifie de flagrant, le bureau du Cnes prévoit une assemblée générale le 12 février 2007 au cours de laquelle elle proposera des actions graduelles dont "l'administration et l'administration seule portera la responsabilité du blocage engendré par l'arrogance et un comportement irresponsable". De son côté et réagissant aux déclarations du Cnes en direction de l'administration, le recteur persiste dans sa réserve et la justifie en reprenant ses précédents propos : "L'administration ne peut dialoguer qu'avec une représentativité syndicale locale, légale et conforme à la réglementation en vigueur."

A. M.

BECHAR

Le secteur de la santé se modernise

Le secteur de la santé a fait, au cours de ces deux dernières années, une avancée remarquable. La ville de Béchar vient de bénéficier d'un hôpital psychiatrique de 120 lits. Les travaux seront lancés incessamment, selon le DSP. La gestion de cet établissement sera autonome, d'après M. Beghdous. Il y a lieu de citer également la création prochaine d'un centre intermédiaire de soins pour toxicomanes et d'un centre de désintoxication inscrits dans le programme de rattrapage. Aussi l'ex-hôpital Boudiaf, en cours de réaménagement, va être transformé en centre de la mère et de l'enfant.

Il englobera le service gynéco-obstétrique, le service pédiatrie, la chirurgie infantile et l'urgence pédiatrique. Ces dernières semaines, la direction de la santé a créé une unité de contrôle de la tuberculose et des maladies respiratoires au niveau de l'ex-hôpital civil. Cette unité est dotée d'un laboratoire ultra-sophistiqué tout comme le service de rééducation fonctionnelle.

On a appris aussi que deux milliards de centimes ont été dégagés pour la création d'un centre de transfusion sanguine jusque-là domicilié dans une roulotte.

Au cours de ces trois dernières années, une trentaine de médecins spécialistes a été recrutée, portant le nombre à 58 à travers la wilaya. Le centre d'hémodialyse et celui des maladies infectieuses, installés à l'intérieur de l'hôpital 240 lits, n'ont rien à envier à ceux des pays développés. Malheureusement avec tout cela la science professionnelle continue à faire défaut chez certains praticiens du secteur public.

Lies Mourad

NOUVELLES DE TLEMCCEN

Emploi : le groupe Dennouni s'implique

La sarl Entreprise Dennouni, filiale du groupe de même nom, a fait dernièrement l'objet de certification au nom ISO 9001-2000 par un organisme certificateur de renommée internationale SGS. A rappeler que le groupe Dennouni constitue l'ossature des différentes entreprises privées qui sont impliquées dans différents projets aussi bien à Tlemcen qu'à l'échelle nationale.

Les secteurs ciblés par le groupe sont les travaux publics, l'hydraulique et autres. Le groupe Dennouni en pleine modernisation de l'entreprise a lancé une vaste campagne de recrutement et de formation des jeunes chômeurs et diplômés. Selon le P-DG du groupe, Abdelmadjid Dennouni, "on ne peut prétendre à des performances et un service de qualité sans la formation et le recyclage du personnel de l'entreprise".

Le froid s'installe

L'hiver est bien là. Depuis fin janvier, la couleur azur du ciel a viré au gris. L'anticyclone qui perdurait au-dessus de l'Andalousie jusqu'à l'Atlantique Sud a changé de cap pour laisser le champ libre à des perturbations saisonnières. Le nord-ouest du pays y compris les Hauts-Plateaux vivent, en effet, dans la grisaille hivernale.

Si les précipitations sont considérées comme importantes pour la saison agricole, elles ne changeront pas la situation au niveau des barrages.

Rappelons qu'El Mefrouche est désormais inexploitable.

Ce barrage a alimenté Tlemcen depuis un demi-siècle sans être entretenu.

Faïza B.

Radio Tlemcen, vision sur l'avenir

Devant un parterre de journalistes et correspondants locaux, le directeur régional de la station FM des Zianides a brossé les contours de la mission assignée à la radio locale. Il a insisté sur l'impact social et culturel de cette institution publique qui doit répondre aux spécificités de la région.

Rappelons que cette radio émet H24 et vient de décrocher une distinction nationale, le Micro d'or de l'information. D'autre part, la question reste posée sur le forum hebdomadaire qui reste un espace ou plutôt une tribune aussi bien pour la presse locale que pour les différents acteurs des services publics.

Ce forum de par sa nature et sa vocation doit reprendre ne serait-ce que pour donner d'abord la parole aux différents responsables et en même temps, assumer un droit de vérité à l'égard des citoyens. L'information reste une nécessité pour mettre fin à toutes les rumeurs de coulisses, surtout dans une ville conservatrice comme Tlemcen où les commérages se distillent savamment.

Exploitation de la mine d'El-Abed

Après une fermeture qui a duré des années, la mine d'El-Abed, située à la frontière algéro-marocaine, vient d'être confiée à une entreprise chinoise pour son exploitation.

Cela constitue une véritable aubaine pour les habitants de cette région qui vivent dans la misère d'une autre époque. Dans cette contrée isolée au sud-ouest du chef-lieu, les conditions de vie sont plus dures qu'ailleurs.

La réouverture de la mine d'El-Abed permettra au village de revivre en espérant qu'une bonne partie des jeunes chômeurs seront réinsérés dans la vie sociale.

M. Zenasni

BENI-SAF (AIN-TEMOUCHENT)

Privatisation : la société Simob intéresse le groupe Pharon

Le groupe saoudien Pharon, qui est actionnaire dans la cimenterie de Béni-Saf, se montre de plus en plus intéressé par la société industrielle du bois Simob implantée à proximité de la cimenterie (SCIBS).

En effet, et selon des sources sûres, les négociations entre la SGP/IM (industries manufacturées) et le groupe saoudien sont à un stade très avancé, d'autant plus que le groupe Pharon est le seul partenaire qui a affiché ses intentions pour l'achat de

l'ex-Sonacob, la société de menuiserie générale, qui était dans un passé récent très performante et dont les produits se vendaient sur tout le territoire national. Aujourd'hui, la Simob compte 150 travailleurs et éprouve toutes les peines du monde à faire écouler ses produits tant dans la région ouest qu'au niveau même de la wilaya de Aïn-Témouchent du fait de la concurrence sur les produits en bois sur le marché national, ce qui s'est repercuté sur la situation financière de la société,

puisque les travailleurs attendent deux à trois mois pour percevoir leurs salaires mensuels.

A présent que la société Simob a trouvé un preneur solide en le groupe Pharon, il faut s'attendre à ce que l'avenir des 150 travailleurs de la société soit assuré par le groupe saoudien qui tentera à coup sûr d'assainir la situation de la Simob comme il l'a fait avec la cimenterie de Béni-Saf, qui, faut-il le noter, est mitoyenne avec la Simob.

S. B.

VISITE D'UNE DELEGATION MINISTERIELLE A SAIDA

Les wilayas de Saïda, El Bayadh et Naâma au peigne fin

Selon une source proche des services de la wilaya, une importante délégation, composée de huit directeurs centraux des ministères de l'Habitat, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Education nationale, des Finances et de l'Intérieur, a passé en revue le tableau de toutes les réalisations des différents programmes d'habitat et des équipements socioéconomiques dans les wilayas de Saïda, El Bayadh et Naâma et présentées récemment devant le gouvernement par les trois wilais.

Au cours de cette séance de travail, qui a eu lieu jeudi et vendredi derniers, et à laquelle ont assisté les secrétaires généraux des trois wilayas, l'état de consommation des crédits de paiement et l'évaluation des différents programmes de développement en cours ont constitué

également les principaux points figurant à l'ordre du jour, selon la même source.

Les discussions ont porté également sur les problèmes que vivent les trois régions et les moyens à mettre en œuvre pour atténuer progressivement les effets négatifs sur le dur quotidien du citoyen. Apparemment, l'année 2007 ne sera certainement pas à l'image de celle qui l'a précédée.

Caractérisée par les hésitations et l'attentisme dans la wilaya de Saïda, fébrilité qui caractérise certains secteurs de l'activité humaine. Reste le suivi. A noter aussi que de nombreuses propositions ont été faites au cours de cette réunion de travail, touchant tous les secteurs afin de les inscrire dans des projets supplémentaires pour la continuité du programme de l'emploi rural.

M. B. Amine